TROIS JOURS APRÈS LE DÉBUT DES ÉMEUTES

Exode de la population à Berriane

Au troisième jour des émeutes de la ville de Berriane, la tension est toujours perceptible dans les différents quartiers de la localité.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - «Les forces de police et de gendarmerie quadrillent la ville actuellement. Des policiers sont postés devant les édifices publics. Le calme est revenu, mais la situation demeure tendue», a-t-on appris de source locale.

La même source fait état d'un grand mouvement de la population vers le lieu-dit Gartine, situé sur la route menant vers Guerrara, au sud de Ghardaïa.

Cette situation est provoquée par le «climat d'insécurité qui y règne, et ce, malgré la très forte présence policière». «Des familles ont préféré passer la nuit à la belle étoile que de s'exposer chez elles à des menaces et autres agressions.

Jusqu'au jour d'aujourd'hui trois cents personnes ont rejoint Gartine», témoigne-t-on.

En effet, le retour au calme, qualifié de «précaire», a été confirmé hier par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, qui a indiqué que «la situation à Berriane est totalement calme suite aux mesures prises». Yazid Zerhouni, qui s'exprimait sur la situation en marge des Assises nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a ajouté que «ces évènements ont commencé quand les heurts ont éclaté entre des groupes de jeunes dans les quartiers de Berriane dont certains étaient encagoulés». Et de souligner que l'enquête se poursuit pour déterminer «ceux qui sont derrière ces émeutes».

Selon les services de sécurité, les affrontements ont fait deux morts : un homme atteint, vendredi, par un tir de sommation de la police et un autre de 70 ans, atteint samedi dernier par un projectile lancé par les manifestants. Les affrontements ont fait une trentaine de blessés. Pour rappel, c'est pour la troisième fois que des événements de ce genre se produisent dans la localité de Berriane.

Il est à rappeler que les incidents qui ont ébranlé cette paisible ville de la wilaya de Ghardaïa a fait réagir plusieurs partis politiques dont le RCD qui a indiqué que «l'absence de concertation, le mépris affiché envers les élus locaux, la marginalisation des sages de la commune et les manipulations opérées par les hauts responsables de la wilaya signent l'incurie, le laxisme complice et l'irresponsabilité d'une administration plus préoccupée par sa survie que par le devenir et la stabilité d'une région du pays».

A. B.

ASSISES NATIONALES DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Bouteflika zappe la grande préoccupation politique

Ce n'est pas un Bouteflika des grands jours qui s'est présenté hier devant le millier d'universitaires et de chercheurs, réunis au Palais des Nations dans le cadre des assises nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Fait inhabituel chez lui, le président de la République, déclamant avec peine et d'une voix éteinte un laïus inaugural, s'en est tenu au strict objet de la rencontre. Point, donc, même pas un soupçon d'éclairage autour des grandes interrogations qui tiennent l'opinion an haleine.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président de la République prolonge son silence à propos d'une volonté à réviser la Constitution et d'une velléité à briguer un troisième mandat consécutif que des voix et des canaux partisans lui ont un moment prêté avec insistance.

Son discours, lu sans débordement aucun devant la communauté universitaire, est taillé sur la juste mesure de la réforme de l'enseignement supérieur préconisée depuis 2002 et mise en route deux années plus tard.

Les assises nationales de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique étant entendues comme une évaluation d'étape, le président Bouteflika trouve en l'occasion, pour ainsi dire, l'opportunité d'émettre quelques recommandations.

Ceci après avoir pris le soin de situer les attendus de la réforme, notamment l'introduction du nouveau système Licence-Master-Doctorat (LMD). Le président a souligné que «notre objectif à travers ces réformes engagées, depuis plus de trois ans, est d'ouvrir grande la voie à l'étudiant pour qu'il puisse choisir la formation qui s'adapte le mieux à ses aptitudes et qui corresponde à ses ambitions professionnelles».

Il a indiqué, en outre, que la réforme engagée se propose de «conforter la vocation culturelle de l'université à travers la promotion des valeurs universelles de tolérance, de respect de l'autre, de rejet de l'extrémisme et de la violence ainsi que par la propagation de la culture du dialogue et de l'ouverture d'esprit».

S'agissant du nouveau système dit LMD, le président Bouteflika a soutenu que ce dernier «a été conçu par la communauté scientifique pour hisser l'enseignement supérieur dans notre pays au niveau des autres systèmes similaires dans le monde et conférer aux diplômes délivrés par nos universités une meilleure validité sur les plans régional et international».

Le président a également évoqué le programme quinquennal 2008-2012. Un programme qui devra, a-t-il dit, consacrer la recherche scientifique et le développement technologique comme une priorité nationale.

Notons que le nouveau système LMD, engagé depuis 2004 est, selon un rapport lu en plénière, adopté par 41 établissements universitaires.

Ces établissements assurent 13 domaines de formation, plus de 120 licences et 176 masters avec plus de 149 000 étudiants inscrits.

La réforme de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique introduit aussi une interaction active entre l'université et la sphère économique.

La relation entre les deux univers est demeurée jusque-là des plus ténues, en raison peut-être, d'un déficit en communication qu'accuse aussi bien l'université que l'entreprise économique.

C'est, au demeurant, une problématique soumise à réflexion.

Tout comme la mise en place de mécanisme de gestion de la phase transitoire, c'est dire pendant que chevaucheront l'ancien et le nouveau systèmes.

S. A. I.

ZERHOUNI S'EXPRIME EN MARGE DES ASSISES

Emeutes de Berriane

• Ce sont des affrontements qui ont opposé des bandes de quartiers. Il y a eu parmi eux des gens encagoulés. On ne sait pas qui est derrière.

La question est tout de même posée. Une enquête sera ouverte. Mais, pour le moment, la priorité est au retour au calme et à la sérénité. On a pris les mesures qu'il fallait pour rétablir le calme. D'ailleurs, hier et ce matin (dimanche et lundi, ndlr) le calme et la sérénité sont revenus.

Limogeage du wali de Ghardaïa ?

• Le wali n'a pas été démis de ses fonctions. Il est toujours en poste. Il travaille… Il travaille bien.

Pouvoir d'achat des Algériens

• Le pouvoir d'achat des Algériens s'est amélioré. Le volume de la consommation a augmenté.

Le chiffre de 12 millions d'Algériens vivant en-dessous du seuil de pauvreté annoncé ici et là est faux. Quant aux émeutes, elles ne sont pas spécifiques à l'Algérie. Elles sont le propre de l'ensemble des pays émergents, des pays en développement.

Nouvelle cartographie terroriste ?

• Il n'y a pas de nouvelle cartographie du terrorisme. Il est vrai que les groupes terroristes essaient de s'organiser.

Mais l'efficacité des services de sécurité les en empêche. Si les terroristes se signalent par endroits, c'est qu'ils fuient les assauts des forces de lutte contre le terrorisme. Ils essayent de quitter les zones où ils sont en difficulté.

Panel d'enquête onusien sur les attentats du 11 décembre

• Cela relève de la prérogative du ministère des Affaires étrangères. Mais je vous le dis, les enquêteurs sont venus, ont travaillé et sont repartis.

Prisonniers algériens en Libye

• On a évoqué la possibilité d'un transfert en Algérie des prisonniers algériens en Libye et vers la Libye des prisonniers libyens détenus en Algérie. Cela se fera dans le cadre de la loi.

S. A. I.

AFFAIRE BCIA-BEA DES DEUX FRÈRES KHAROUBI À ORAN

Cinquième report du procès

Alors que la défense des frères Kharoubi espérait cette fois-ci la tenue du procès de leurs clients qui sont ainsi à leur 55e mois d'incarcération, elle s'est vu hier signifié un cinquième report.

Le motif n'est pas bien différent de celui évoqué en date du 28 avril 2008 au niveau du tribunal correctionnel d'Es-Sedikia, et qui consiste en l'absence de l'un des inculpés, à savoir Bedreddine Kharoubi.

L'on saura qu'en réponse à la demande de transfert de l'inculpé incarcéré à Alger dans le cadre d'une autre affaire pour laquelle il est poursuivi, le parquet général a refusé de faire jusqu'à ce que l'inculpé ait comparu à Alger.

Pour rappel, les deux frères Kharoubi sont poursuivis pour complicité dans la dilapidation de deniers publics.

Ils devraient comparaître avec deux autres prévenus, les frères Nebia, en liberté provisoire.

La défense des frères Kharoubi estime que ce cinquième report est une première dans les annales de la justice portant ainsi la période d'incarcération de leurs clients à 55 mois.

Dans une requête adressée au juge, ils demanderont, une fois de plus, la mise en liberté de leurs clients en attendant le procès. Pour sa part, le juge a fixé la date du 14 juillet pour la tenue du procès.

Amel B.

TIZI-OUZOU

L'Emir Kerrar Moussa abattu

Hier, de 15h30 jusqu'au moment où nous mettons sous presse, le quartier dit la Tour, en plein cœur de la Nouvelle-Ville de Tizi-Ouzou, était sous l'emprise d'une intenable tension.

En effet, en milieu d'après-midi, selon plusieurs témoins, un immeuble a été en un clin d'œil encerclé par des dizaines de policiers fortement armés.

Selon la version la plus répandue, les policiers auraient repéré un terroriste, dans un appartement du dernier étage d'un immeuble faisant face à la Grande Tour.

En fin de soirée l'assaut donné par les forces de sécurité a permis d'abattre le terroriste Kerrar Moussa qui n'est autre que le frère et bras droit de l'Emir Abou Hamza.

A. M.